



# **”Mettre en œuvre la participation des habitants. Une expérience d’ingénierie sociale dans le quartier de la la Castellane, à Marseille”.**

Marie Filippi

## **► To cite this version:**

Marie Filippi. ”Mettre en œuvre la participation des habitants. Une expérience d’ingénierie sociale dans le quartier de la la Castellane, à Marseille”. . Journée doctorale du LAMES, Jun 2015, Aix-En-Provence, France. hal-01270518

**HAL Id: hal-01270518**

**<https://hal.science/hal-01270518>**

Submitted on 8 Feb 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Mettre en œuvre la participation des habitants, Une expérience d'ingénierie sociale dans le quartier de la Castellane, à Marseille

Marie FILIPPI – Doctorante LAMES AMU/ Chargée d'études l'Adéus

*Sous la direction de Sylvie MAZZELLA*

## Contexte et problématique

Ce projet de thèse relève d'un dispositif Cifre, à ce titre le travail de terrain s'appuie sur une mission d'ingénierie sociale, menée par le cabinet Adéus et l'association InCittà. Commanditée par le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (copilotée par le GIP Politique de la Ville), cette mission s'inscrit dans la phase pré-opérationnelle du Projet de Rénovation Urbaine (PRU) de la Castellane. Elle vise à accompagner le projet urbain par l'élaboration d'un projet social et à créer les **conditions de la concertation**, avec les habitants, autour du PRU.

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi n°2014-173) renforce les principes de concertation dans l'élaboration des projets de rénovation urbaine. Toutefois, en pratique, la co-construction peut se heurter à une faible acceptabilité politique et institutionnelle de la participation, à l'inadéquation des temporalités institutionnelles et habitantes, à une mobilisation difficile d'habitants en situation d'urgence sociale. **Ce travail de recherche vise à expliciter ces freins, à observer leur imbrication tout en construisant une démarche participative adaptée.**

## Méthode

**Une démarche expérimentale via la mission d'ingénierie sociale :** Afin de construire progressivement les conditions de la participation des habitants au PRU, un premier cycle d'ateliers, quadrimensuels et thématiques (« emploi », « mobilité », « équipements », « logement ») a été lancé en mars 2015. Celui-ci vise, dans un premier temps, à faire émerger les questionnements et propositions des habitants qui alimenteront le projet urbain et social. De façon latente, il s'agit également de placer les habitants dans une dynamique de dialogue. D'autres cycles d'ateliers devraient leur permettre, en effet, de poursuivre leur réflexion et de dialoguer avec les institutions (MRU, bailleurs sociaux) ou les services concernés (Pôle Emploi, RTM, etc.) . Le travail de terrain se décline également en **observation participante** des séances de travail avec la maîtrise d'ouvrage et ses partenaires, ainsi qu'en une série d'**entretiens semi-directifs** auprès d'acteurs du projet (bailleurs sociaux, MRU, architectes...) et d'habitants.

## Premiers résultats et pistes de réflexion

1) La mise en débat du projet a démarré timidement. Du côté de la maîtrise d'ouvrage et de ses partenaires, on observe en effet une **volonté d'échanger** avec les habitants autant qu'un souci de **rester maîtres** de toutes les « *sources d'incertitudes* » (RUI, 2004) inhérentes au projet mais qui, précisément, pourraient être objets de débats.

2) Si la mobilisation des habitants est satisfaisante, elle ne se fait pas sans heurt. En effet, les ateliers font office de **tribune** où l'on revendique - en priorité - un **droit à l'emploi**, et où globalement s'exprime une indignation face au phénomène de relégation urbaine et sociale qui touche le quartier. La démarche participative est donc accueillie avec méfiance tant que son utilité n'est pas prouvée. Au vue de la forte attente des habitants à l'égard des pouvoirs publics, on s'interrogera également sur leur **acceptabilité** de la notion de participation.

3) Enfin, on observe une **tension dans la posture de consultants/ animateurs** de la démarche participative. Parfois perçus de façon négative par les habitants car « *payés pour être là* », leur intégrité, dans un rôle de relais de la parole habitante, est mise en doute. Au-delà de la crainte d'une manipulation, cette méfiance renvoie à une éthique de la participation, complètement intégrée par les habitants. Le rôle d'animateur se construit donc au fil du rapport de confiance établi avec ces derniers, et au prix d'une négociation du statut de prestataire/ animateur de la participation.

A ce stade de la démarche, nous avançons l'hypothèse qu'il s'agit de **convaincre les habitants de « jouer le jeu de la concertation »** . Parallèlement, la formalisation de garanties, quant à la prise en compte du produit de la participation, pourrait contribuer à prouver son utilité et à gagner en crédibilité auprès des habitants.



*Jeu de l'oie créé par un groupe de femmes avec l'association 3.2.1. Case 21 : « La tour est détruite. Tu es obligé de sortir du jeu de la Castellane. Adieu. Recommence à zéro. »*